



# UNION INTERPARLEMENTAIRE

5, CHEMIN DU POMMIER  
CASE POSTALE 330  
1218 LE GRAND-SACONNEX / GENÈVE (SUISSE)

TELEPHONE (41.22) 919 41 50 - FAX (41.22) 919 41 60 - E-MAIL [postbox@mail.ipu.org](mailto:postbox@mail.ipu.org)  
TELEGRAPHIC ADDRESS : INTERPARLEMENT GENEVE

**DECLARATION DE M. ANDERS B. JOHNSON, SECRETAIRE GENERAL DE L'UIP,  
LORS DE LA SEANCE D'OUVERTURE DE LA 30<sup>ème</sup> ASSEMBLEE GENERALE DE L'AIPA**  
*Pattaya (Thaïlande), 4 août 2009*

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un honneur de prendre la parole durant cette séance d'ouverture et de vous saluer au nom de l'Union interparlementaire. Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de même que tous nos hôtes thaïs, de nous avoir offert une hospitalité aussi chaleureuse. Permettez-moi d'ajouter que j'attends avec impatience de pouvoir passer davantage de temps en Thaïlande. Cet après-midi, le Président et moi-même signerons un accord aux termes duquel le Parlement thaïlandais accueillera la 122<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP à Bangkok, du 27 mars au 1<sup>er</sup> avril de l'année prochaine. Il s'agira sans doute là de la plus grande réunion parlementaire mondiale jamais organisée et j'espère que vous pourrez tous y participer.

On entend souvent que l'Asie est l'une des régions les plus diverses du monde et qu'il y est particulièrement difficile de conclure des accords et d'arriver à un terrain d'entente commun, vu la très grande diversité du développement politique, économique, social et culturel de la région. L'ASEAN démontre à quel point cette vision est fautive et je tiens à la féliciter d'avoir adopté sa Charte et d'avoir convenu de mettre en place son propre mécanisme relatif aux droits de l'homme.

Je veux aussi féliciter l'AIPA pour tout ce qu'elle a fait pour renforcer la coopération parlementaire dans la région et donner une dimension parlementaire à l'ASEAN. Patiemment, pas à pas, vous vous efforcez de concrétiser votre vision, qui est de devenir le Parlement de l'ASEAN. L'UIP ne peut que vous encourager sur cette voie et, si vous le souhaitez, elle est prête à vous offrir sa modeste assistance, fondée sur l'expérience qu'elle a acquise dans la promotion de la paix, de la démocratie et du développement.

Comme vous le savez, l'UIP a collaboré avec nombre de vos parlements pour élaborer une vision commune de ce que signifie pour nous un parlement démocratique. Notre étude capitale de 2006 sur le parlement et la démocratie au vingt-et-unième siècle recense cinq objectifs clés vers lesquels tout parlement devrait tendre : être représentatif, transparent, accessible, responsable et efficace dans son travail d'élaboration des lois et de supervision de l'Exécutif.

A la fin de l'année dernière, nous avons publié un outil d'évaluation qui devrait aider les parlements à déterminer dans quelle mesure ils progressent vers ces objectifs et dans quels domaines ils pourraient mieux faire. Je voudrais vous encourager à utiliser cet outil qui a pour but d'aider les parlements à mieux contrôler leur évolution.

Dans ce contexte, permettez-moi également d'appeler votre attention sur la Journée internationale de la démocratie, qui est célébrée chaque année le 15 septembre. Cette année, l'UIP encourage tous les parlements à consacrer leurs activités ce jour-là au thème de la tolérance politique.

La tolérance politique fait défaut dans de nombreux pays, dans toutes les régions du monde. C'est pourtant là un élément essentiel de toute démocratie. La tolérance politique, cela signifie accepter et respecter les autres dont le point de vue est différent du nôtre. La démocratie, si elle revêt nécessairement des aspects différents dans chaque pays, représente un refus clair de l'axiome selon lequel "force fait droit". Elle signifie au contraire que nous devons traiter les autres et être traités par eux comme des égaux. Elle suppose à la fois le droit d'être en désaccord et l'acceptation de tels désaccords par tous. Et elle implique le respect de la pluralité des avis et des vertus du dialogue dans la résolution des conflits.

L'UIP offre également son appui aux pays qui sortent d'un conflit, afin de les aider à réussir leur transition vers une stabilité ancrée sur des institutions démocratiques. Avec le Parlement cambodgien, nous avons tenu à Phnom Penh, en mars de cette année, un séminaire à l'intention des parlements de la région sur la question de la réconciliation. Je tiens à remercier le Parlement cambodgien d'avoir bien voulu appuyer cette réunion. Nous espérons poursuivre sur cette voie, convaincus que nous sommes qu'il n'y a pas de meilleure enceinte que le Parlement pour assurer la réconciliation, la paix et le développement.

La protection des droits des minorités et la représentation appropriée des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, et des populations autochtones au sein du Parlement, sont partout des questions délicates. La solution de ce problème dépend toujours des circonstances particulières de tel ou tel pays.

L'expérience montre toutefois que des parlements qui n'excluent aucun groupe contribuent à renforcer la démocratie et à prévenir les conflits. L'UIP s'attache donc à mieux comprendre la nature de la représentation des minorités et des populations autochtones au Parlement. Nous effectuons une enquête sur la question et je vous serais très reconnaissant de bien vouloir nous aider à faire en sorte que votre parlement prenne part à cet exercice et remplisse le questionnaire que nous lui avons adressé.

L'UIP met un accent particulier sur la nécessité de respecter les droits de l'homme universels des parlementaires. Vous conviendrez avec moi que, sans la liberté d'opinion et d'expression, le mandat donné par le peuple à ses parlementaires pour qu'ils le représentent n'a plus aucun sens. Le travail de l'UIP dans ce domaine est fondé sur le dialogue et la coopération et je tiens à saisir cette occasion pour vous demander de veiller au respect de ces droits.

En tant qu'ami respectueux des pays et des peuples de la région, je souhaite également donner suite à l'invitation, mentionnée ce matin par l'observateur spécial du Myanmar, à encourager son pays à poursuivre un processus de démocratisation sans exclusive qui pourra conduire au rétablissement d'un parlement, par le biais d'élections libres et équitables, et à la libération des parlementaires encore en détention.

Monsieur le Président,

Je voudrais, pour conclure, dire un mot de la crise économique et financière. Il s'agit là d'une histoire qui était tout sauf imprévisible. Nous ne saurions feindre l'ignorance : il y avait tant de signes avant-coureurs. Mais le modèle de développement que nous suivons aveuglément et l'équilibre des pouvoirs dans la société sont tels que nous semblons avoir abdiqué tout pouvoir de décision en faveur de la finance et du marché.

Ainsi, à son niveau le plus fondamental, cette crise a des incidences sur le modèle même de société dans laquelle nous voulons vivre. Elle touche à des questions de morale et d'éthique. A tout le moins, il nous faut abandonner toute idée de statu quo et nous attacher à trouver un meilleur équilibre entre la voix de la société, le rôle de l'Etat et la dynamique du marché.

Il est essentiel que le peuple participe à ce débat. De mon point de vue, cela signifie naturellement que vous - représentants du peuple - devez y prendre part et contribuer activement à concevoir des stratégies pour l'avenir. L'UIP compte vivement œuvrer de concert avec vous à cette fin.

Je vous remercie.